

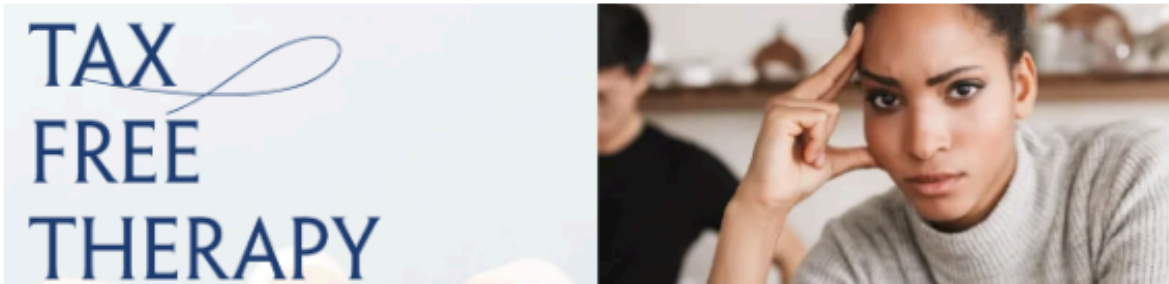


CANADIAN COUNSELLING AND
PSYCHOTHERAPY ASSOCIATION
L'ASSOCIATION CANADIENNE DE
COUNSELING ET DE PSYCHOTHÉRAPIE



1-877-765-5565

info@ccpa-accp.ca



Dear CCPA Member,

On March 6, 2023, our petition to remove GST/HST from counselling and psychotherapy services was tabled in the House of Commons by MP Lindsay Mathyssen.

On April 19, 2023, the Deputy Prime Minister and the Minister of Finance formally responded to our public petition. The complete response can be read on [the House of Commons website](#).

A major highlight from the government's response is the following:

"It is the government's understanding that psychotherapy and counselling therapy are not covered by the public health insurance program of any province or territory. It is also the government's understanding that psychotherapy and counselling therapy involve different services, and neither is regulated in at least five provinces or territories. For example, while Quebec permits members of certain professions to provide psychotherapy services, Ontario is the only province that regulates the practice of psychotherapy as a distinct health profession."

This means that the government continues to view counselling and psychotherapy services as separate professions, despite the numerous attempts the CCPA has made to explain the parallel practices of the two services. We at the National Office are disappointed to learn this, yet our commitment to the campaign and removing this tax from both counselling and psychotherapy services is unwavering.

What does this mean for the campaign? What are our next steps?

CCPA, with the support of Impact Public Affairs, is in the process of arranging meetings with the Ministry of Finance and Finance Canada. The purpose of these meetings is to understand the government's response to our petition, communicate with the government to reaffirm the difference between counselling and psychotherapy, and determine the roadblocks which continue to block our progress and what we can do to remove them.

In addition, over the summer, we will be updating our digital campaign strategy, creating a grassroots advocacy kit, and holding a training session to enlist support from CCPA members.

The quest for tax-free therapy continues with strength and passion. Now more than ever, we need your support, so stay tuned for how to get involved.

Update from Lindsey Thomson, Director of Public Affairs, CCPA

THÉRAPIE SANS IMPÔT



À tous les membres de l'ACCP,

Le 6 mars 2023, notre pétition visant à supprimer les taxes sur les services de counseling et de psychothérapie a été déposée à la Chambre des communes par la députée Lindsay Mathysen. Le 19 avril 2023, la vice-première ministre et le ministre des Finances ont répondu officiellement à notre pétition publique. Leur réponse complète peut être lue sur [le site Web de la Chambre des communes](#).

L'un des points saillants de la réponse du gouvernement est le suivant :

« Le gouvernement comprend que la psychothérapie et le counseling ne sont pas couverts par le régime public d'assurance-maladie d'une province ou d'un territoire. Le gouvernement comprend également que la psychothérapie et la thérapie par le conseil impliquent des services différents, et que ni l'une ni l'autre n'est réglementée dans au moins cinq provinces ou territoires. Par exemple, alors que le Québec autorise les membres de certaines professions à fournir des services de psychothérapie, l'Ontario est la seule province qui réglemente l'exercice de la psychothérapie en tant que profession de santé distincte ».

Cela signifie que le gouvernement continue de considérer les services de counseling et de psychothérapie comme des professions distinctes, malgré les nombreuses tentatives de l'ACCP d'expliquer les pratiques parallèles des deux services. Au siège social, nous sommes déçus d'apprendre cela, mais notre engagement envers la campagne et la suppression de ces taxes sur les services de counseling et de psychothérapie est inébranlable.

Qu'est-ce que cela signifie pour la campagne ? Quelles sont nos prochaines étapes ?

L'ACCP, avec le soutien d'Impact affaires publiques, est en train d'organiser des rencontres avec la Ministre des finances et le Ministère des finances du Canada. L'objectif de ces rencontres est de comprendre la réponse du gouvernement à notre pétition, de communiquer avec le gouvernement pour réaffirmer la différence entre le counseling et la psychothérapie, et de déterminer les obstacles qui continuent de bloquer nos progrès, et ce que nous pouvons faire pour les éliminer.

En outre, au cours de l'été, nous mettrons à jour notre stratégie de campagne numérique, nous créerons un kit de base de défense des intérêts et nous organiserons une session de formation pour obtenir le soutien des membres de l'ACCP.

La quête d'une thérapie sans taxes se poursuit avec force et passion. Plus que jamais, nous avons besoin de votre soutien, alors restez à l'écoute pour savoir comment vous impliquer.

Mise à jour de Lindsey Thomson, Directrice des affaires publiques, ACCP
